

**Université du Québec à Montréal
Département de science politique**

Session d'hiver 2014

**POL5831-10
Administration de la politique sociale de l'État**

Lundi 9h30-12h30

**Professeure: Carole Clavier
Bureau : A-3565
Téléphone: 514 987-3000 #5249
Courriel: clavier.carole@ugam.ca**

Heures de disponibilité: mardi 9h00-12h00

Description du cours (annuaire de l'UQAM)

« Transformations des structures administratives québécoises liées à l'évolution des politiques sociales. Étude, sous leurs aspects théoriques et pratiques, de la planification, de la gestion et de l'évaluation des différentes politiques sociales contemporaines. Étude des relations entre les politiques sociales des différents ordres de gouvernement. »

Objectifs du cours

Ce cours s'adresse à des étudiants en science politique et dans des disciplines connexes désireux de comprendre les enjeux de la production et des transformations contemporaines des politiques sociales. Il portera sur les principaux cadres d'analyse des politiques sociales en science politique, sur la gouvernance des politiques sociales – soit le rôle de l'État, des syndicats, des organismes communautaires et des acteurs privés – ainsi que sur quelques grands instruments au cœur des transformations contemporaines des politiques sociales. Le cours visera avant tout à comprendre les politiques sociales québécoises. Toutefois, pour être complet, leur portrait sera mis en perspective avec les politiques sociales canadiennes et avec celles d'autres pays (États-Unis, Europe).

Au terme de ce cours, les étudiants seront en mesure de :

- Décrire le champ des politiques sociales québécoises et les grandes phases de leur évolution;
- Discuter les principaux cadres d'analyse des politiques sociales;

- Analyser les enjeux contemporains de la gouvernance et du contenu des politiques sociales à la lumière de ces cadres théoriques.

Formule pédagogique

La formule pédagogique repose sur des exposés magistraux par la professeure, des apprentissages individuels par la lecture des textes obligatoires et des activités d'apprentissage réalisées en classe. Une partie du cours sera également consacrée à une activité de simulation d'une consultation nationale sur la réforme de l'assurance-emploi au Canada.

Modalités d'évaluation

La note finale du cours sera composée des éléments suivants :

- **Un examen de fin de session** qui portera sur l'ensemble du cours et aura lieu le 14 avril 2014 en classe à livres fermés – 35% de la note finale. Il sera composé de deux questions à développement long (au choix parmi trois questions; environ 2 pages par question) et de deux questions à développement court (environ 1/3 de page par question).
- **Une activité de simulation** d'une consultation nationale sur la réforme de l'assurance-emploi. Cette activité sera réalisée en groupes de deux. Elle donnera lieu à une note de groupe et sera évaluée comme suit pour un total de 40%:
 - *Constitution d'un dossier (lois et règlements, revue de presse, articles scientifiques) sur la réforme de l'assurance-emploi* – 10% de la note finale. Le travail sera réparti entre les différents groupes et donnera lieu au partage des informations entre tous les groupes. Il s'agit d'une activité préparatoire à la simulation
 - *Simulation* – 15% de la note finale : Habiter le personnage (représenter la position du ministère, de l'organisme communautaire, de la fondation, de la ville, etc.); préparer le dossier; participer de manière crédible et constructive; être présent lors de la simulation.
 - *Aide-mémoire* – 15% de la note finale : Chaque groupe rédige son propre aide-mémoire, c'est-à-dire un document qui servira à guider vos interventions pendant l'activité de simulation, et le remet après l'activité
- **Deux compte rendus critiques** portant chacun sur une lecture obligatoire – 15% de la note finale pour le meilleur compte rendu, 10% pour l'autre. Le choix du texte se fait deux semaines à l'avance et la professeure doit en être informée. Le compte rendu doit être déposé le jour où le texte est à l'agenda. Afin d'assurer une progression entre les deux travaux, il n'est pas possible de déposer deux comptes rendus sur les deux textes à lire une même semaine.

Chaque jour de retard sera pénalisé de 10%. Aucun travail ne sera accepté au-delà de 3 jours de retard.

Tout plagiat sera sanctionné suivant le règlement no. 18 sur les infractions académiques de l'UQAM (voir encart à la fin du plan de cours).

Matériel requis

Tous les textes indiqués dans le calendrier détaillé du cours sont des lectures obligatoires :

- les chapitres de livres sont disponibles dans le recueil de textes du cours POL5831; vous devez vous le procurer à la Coop-UQAM;
- les articles de revues académiques sont disponibles sur la page Moodle du cours. Ils sont signalés par un astérisque dans le calendrier détaillé du cours.

Des lectures complémentaires seront indiquées sur la page Moodle du cours pour chaque séance.

Calendrier détaillé du cours

SÉANCE	DATE	THÈMES ET ACTIVITÉS
1	6 janvier	Présentation du cours et introduction
Thème 1 – Les cadres d’analyse des politiques sociales		
2	13 janvier	<p>Les administrations et politiques de l’État-providence au Canada et au Québec</p> <p>- Survol des principales politiques sociales</p> <p>- Consolidation de l’État-providence autour de la politique de santé au Québec</p> <p>Dumais, Lucie, 2012, «L’État et les politiques sociales. Dispositifs de protection, solidarités et autres mutations», dans Pierre P. Tremblay (sous la dir. de), <i>L’administration contemporaine de l’État</i>, Montréal, Presses de l’Université du Québec, p. 369-393.</p> <p>*SSQ Groupe Financier, 2013, Bulletin SSQ 2013 sur les lois sociales, Québec.</p>
3	20 janvier	<p>L’État-providence</p> <p>Naissance et renforcement; régimes d’État-providence; la place du Canada et du Québec dans cette classification</p> <p>Esping-Andersen, Gøsta, 1999, <i>Les trois mondes de l’Etat-providence</i>, Paris, Presses Universitaires de France, p. 10-36.</p> <p>*Bernard, Paul, et Saint-Arnaud, Sébastien, 2004, «Du pareil au même ? La position des quatre principales provinces canadiennes dans l’univers des régimes providentiels», <i>Canadian journal of sociology / Cahiers canadiens de sociologie</i>, vol. 29, no. 2, p. 209-236.</p>
4	27 janvier	<p>Crise et retrait de l’État-providence</p> <p>- Les nouvelles politiques sociales</p>

		<p>- Le paradigme de l'investissement social</p> <p>Constitution des groupes pour la simulation</p> <p>*Boismenu, Gérard, et Jenson, Jane, 1996, «La réforme de la sécurité du revenu pour les sans-emploi et la dislocation du régime de citoyenneté canadien», <i>Politique et Sociétés</i>, vol. 30, p. 29-52.</p> <p>*Dufour, Pascale, Dobrowolsky, Alexandra, Jenson, Jane, Saint-Martin, Denis et White, Deena, 2007, «L'investissement social au Canada. Émergence d'un référentiel global sous tension», <i>Working Paper #14 - Engendrer la cohésion sociale</i>, p. 1-23.</p>
Thème 2 – La gouvernance des politiques sociales		
5	3 février	<p>Fédéralisme et idéologie politique</p> <p>- Partis politiques et inégalités sociales</p> <p>*Noël, Alain, 2007, «Gouverner à plusieurs. La protection sociale au Canada et au Québec», <i>Informations sociales</i>, vol. 143, p. 17-27.</p> <p>Guay, Jean-Herman, 2010, «Les partis politiques et les inégalités sociales: au-delà de la rhétorique», dans Stéphane Paquin, Luc Bernier et Guy Lachapelle (sous la dir. de), <i>L'analyse des politiques publiques</i>, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 163-192.</p>
6	10 février	<p>La contribution du milieu communautaire à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques sociales</p> <p>- La politique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</p> <p>*Jetté, Christian, 2007, «La reconnaissance du secteur associatif par l'État québécois. Un élément clé du modèle de développement social», <i>Informations sociales</i>, vol. 143, p. 88-96.</p> <p>*Dufour, Pascale, 2004, «L'adoption du projet de loi 112 au Québec : le produit d'une mobilisation ou une simple question de conjoncture politique ?», <i>Politique et Sociétés</i>, vol. 23, no. 2-3, p. 159-182.</p>
7	17 février	<p>La territorialisation des politiques sociales</p> <p>- Les municipalités et les politiques sociales</p> <p>- La politique de revitalisation urbaine intégrée</p> <p>Rouillard, Christian, et Bourque, Mélanie, 2011, «Gouvernance, managérialisme et mesure de la performance: la réforme du secteur de la santé et des services sociaux au Québec», dans Christian Rouillard et Nathalie Burlone (sous la dir. de), <i>L'État et la société civile sous le joug de la gouvernance</i>, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 27-50.</p> <p>Andrew, Caroline, 2009, «Comment tenir compte de la place du</p>

		gouvernement municipal dans la formulation des politiques publiques? Quand les géographes viennent en aide aux politologues», dans Dimitrios Karmis et Linda Cardinal (sous la dir. de), <i>Les politiques publiques au Canada. Pouvoirs, conflits et idéologies</i> , Québec, Presses de l'Université Laval, p. 235-248.
8	24 février	Semaine de lecture – pas de cours.
9	3 mars	Préparation à la simulation - Mise en commun des informations pour la constitution du dossier sur l'assurance-emploi et sa réforme
Thème 3 – Les instruments des politiques sociales		
10	10 mars	La privatisation des politiques sociales : le rôle de la philanthropie et des acteurs privés - La politique de l'enfance et de la famille *Valverde, Marina, 1995, «La charité et l'État: un mariage mixte centenaire», <i>Lien social et politiques</i> , vol. 33, p. 27-35. *Ducharme, Élise, et Lesemann, Frédéric, 2011, «Les fondations et la "nouvelle philanthropie": un changement de paradigmes scientifiques et politiques», <i>Lien social et politiques</i> , vol. 65, p. 203-224.
11	17 mars	Des instruments pour réguler les relations entre l'État et les citoyens - L'activation : l'exemple des politiques d'emploi - La participation des citoyens - Le non-recours aux politiques sociales *Barbier, Jean-Claude, 2009, «Le workfare et l'activation de la protection sociale, vingt ans après : beaucoup de bruit pour rien ? Contribution à un bilan qui reste à faire», <i>Lien social et politiques</i> , vol. 61, p. 23-36. *Warin, Philippe, 2011, «La participation citoyenne dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale questionnée par le non-recours à l'offre publique», <i>Télescope</i> , vol. 17, no. 1, p. 116-134.
12	24 mars	Simulation
13	31 mars	L'intersectorialité – l'exemple de la politique de santé publique - Redéfinition des enjeux des politiques sociales et de santé - « Transversalisation » de l'action publique *Bernier, Nicole F., 2006, «La politique de santé publique et les aspects sociaux de la santé: vers un management techno-scientifique de l'État providence québécois?», <i>Lien social et politiques</i> , vol. 55, p. 13-23. *Gagnon, France, Turgeon, Jean et Dallaire, Clémence, 2008, «L'évaluation d'impact sur la santé au Québec: lorsque la loi devient

		levier d'action», <i>Télescope</i> , vol. 14, no. 2, p. 79-94.
14	7 avril	L'expertise du social - La production de savoirs légitimes pour les politiques sociales Lefèvre, Sylvain, Boismenu, Gérard et Dufour, Pascale, 2011, <i>La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective</i> , Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 151-172. *Demazière, Didier, 2013, «Le chômage a-t-il encore un sens ? Enseignements d'une comparaison dans trois métropoles», <i>Sociologie du travail</i> , vol. 55, no. 2, p. 191-213.
15	14 avril	Examen final

Services de soutien académique

Les Services à la vie étudiante de l'UQAM (SVE) offrent plusieurs services qui peuvent aider les étudiant-e-s dans leur parcours universitaire. Par exemple, le service de soutien à l'apprentissage offre des outils, tels des suggestions d'ouvrage de référence et des ateliers pour perfectionner les méthodes de travail. Leur page web se situe ici :
(<http://www.vie-etudiante.uqam.ca/soutienapprentissage/Pages/accueil.aspx>)

Les SVE offrent également un service d'accueil et de soutien aux étudiant-e-s en situation de handicap : <http://www.vie-etudiante.uqam.ca/etudiantshandicapes/Pages/accueil.aspx>
ainsi qu'un service de soutien psychologique :
<http://www.vie-etudiante.uqam.ca/soutienpsychologique/Pages/accueil.aspx>

Finalement, le Centre Paulo-Freire du département de science politique (<http://www.politique.uqam.ca/etudiants/ressources-academiques/155-centre-paulo-freire.html>) offre un appui académique aux étudiant-e-s du département.

LE CENTRE PAULO FREIRE

Le Centre Paulo Freire, qui est animé par des étudiantes et étudiants de deuxième et troisième cycles sera ouvert 5 jours par semaine, au local A-3645. Le Centre offre un service d'appui académique aux étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes de science politique. Pour connaître leurs heures d'ouverture, SVP composez le 514 987-3000 poste 2544.

PLAGIAT

Règlement no 18 sur les infractions de nature académique

Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail pour fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis pour fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions reliées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du Règlement no 18.

Pour plus d'information sur les infractions académiques et comment les prévenir : www.integrite.uqam.ca

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.9 Entente d'évaluation

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Une entente [démocratique] doit intervenir entre [l'enseignantE] et les [étudiantEs inscritEs] à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition.
- b) Si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape.

6.9.3 Procédure

Cette entente [démocratique] doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent [l'enseignantE] et la majorité des [étudiantEs présentEs] doit être signée par [l'enseignantE] et par deux [étudiantEs] du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.